



HAL
open science

Chapitre 2. Soixante ans d'évolutions électorales en Occitanie

David Gouard, Arnaud Huc, Jean-Paul Volle

► **To cite this version:**

David Gouard, Arnaud Huc, Jean-Paul Volle. Chapitre 2. Soixante ans d'évolutions électorales en Occitanie. Emmanuel Négrier; Vincent Simoulin. La fusion des régions. Le laboratoire d'Occitanie, Presses universitaires de Grenoble, pp.49-70, 2021, 978-2-7061-4969-6. 10.3917/pug.negri.2021.02.0049 . hal-03138329

HAL Id: hal-03138329

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03138329v1>

Submitted on 28 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 2

Soixante ans d'évolutions électorales en Occitanie

DAVID GOUARD, ARNAUD HUC, JEAN-PAUL VOLLE

Introduction

Au début des années 1950, dans son atlas chronologique *Géographie des élections françaises : de 1870 à 1951*, François Goguel montrait, nombreuses cartes à l'appui, à quel point les forces politiques de gauche dominaient largement les territoires qui étaient alors regroupés sous le terme de « Midi » (Goguel, 1951). Au cours des deux décennies suivantes, les différents atlas électoraux ont tous confirmé cette « tradition historique ancienne et solidement enracinée » (Goguel, 1966), avec toutefois des exceptions notables en Aveyron et en Lozère. À l'époque, et comme ailleurs en France, cette constance des résultats électoraux en Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon tenait essentiellement à la fois à la stabilité des univers socio-économiques dans lesquels évoluaient les populations résidentes et à l'ancrage au long cours de certains réseaux partisans qu'ils soient d'obédience radicale, socialiste ou communiste, mais aussi des réseaux de droite tels qu'ils ont longtemps prospéré dans les départements ruraux aveyronnais et lozérien.

Au cours des trente dernières années, dans la perspective géopolitique initiée par Yves Lacoste (Lacoste, 1986), et réinvestie vingt ans plus tard par Béatrice Giblin (Giblin, 2005), plusieurs travaux de géographes et d'historiens du politique ont renseigné les ressorts socio-historiques des identités politiques de plusieurs territoires de l'Occitanie (Ferras, 1986 ; Giband *et al.*, 2005). Du côté de l'ancienne région Midi-Pyrénées, il convient tout d'abord de citer l'ouvrage collectif proposé par les « neuf mousquetaires » du groupe Pambenel²⁰. Au milieu des années 1980, ce collectif de chercheurs a investi l'histoire politique du « Midi rose », couleur d'une gauche radicale, puis socialiste, jacobine et notabiliaire à la fois (collectif Pambenel, 1986). Du côté de l'ancienne région

Languedoc-Roussillon, on trouve l'ouvrage collectif codirigé par Cyril Gispert et Fabien Nicolas. À travers toute une série de monographies, les auteurs reviennent sur l'histoire politique des territoires languedociens et roussillonnais depuis la fin du XIX^e siècle où se sont côtoyés plusieurs courants politiques aux colorations singulières comparativement à leur physionomie nationale, et l'influence des notables locaux (Gispert, Nicolas, 2008). Terre de contrastes politiques, plusieurs configurations électorales ont été saisies dans toute leur épaisseur historique, qu'il s'agisse du fameux « Midi rouge » (Alliès, 1987 ; Becker, Candar, 2006), de son antinomie politique, le « Midi Blanc » (Secondy, 2006), ou encore des réseaux politiques ruraux entretenus par les acteurs de la droite en Lozère (Pourcher, 2002 et 2017). D'autres travaux, plus récents, porteront ensuite sur les origines et ressorts sociaux de la progression de l'extrême droite sur le littoral languedocien (Bernard, Carrière, 1986 ; Giband, 2014).

Sur le plan strictement électoral, la situation des différents territoires d'Occitanie a été traversée par de profondes transformations économiques, sociales, culturelles et politiques au cours des cinquante dernières années. Cette contribution se donne précisément pour objectif d'analyser les logiques qui ont présidé aux principales évolutions électorales. Cette perspective diachronique nécessite inévitablement l'adoption d'une démarche précautionneuse en termes d'interprétation des résultats électoraux successifs. En effet, dans les treize départements qui composent aujourd'hui la région Occitanie, comptant au total près de 6 millions d'habitants – dont 4,2 millions d'électeurs –, les territoires ont été soumis à des dynamiques sociodémographiques fortement contrastées, qu'il s'agisse, par exemple, du vieillissement de la population, du solde migratoire ou encore de la tertiarisation des emplois. Tandis que certains ont vu leur population croître fortement, notamment au travers des phénomènes de littoralisation, de métropolisation et de périurbanisation, d'autres se sont au contraire largement dépeuplés. Ainsi, si l'on raisonne sur la seule échelle départementale, dans les années 1960, le département le plus peuplé (la Haute-Garonne) comptait sept fois plus d'habitants que le département le moins peuplé (la Lozère). Aujourd'hui, le rapport entre ces deux départements, toujours situés aux deux extrémités du continuum démographique, est de dix-huit²¹.

Au-delà de la seule description des principales évolutions électorales observables avant et après la fusion régionale, plusieurs questionnements guident notre propos. On peut d'abord se demander dans quelle mesure la nationalisation de la vie politique est progressivement venue travailler les rapports de forces politiques et électoraux au sein de l'espace occitan. Face à l'érosion des singularités politiques régionales observables au cours de la période contemporaine, on peut parallèlement s'interroger sur l'apport heuristique de nouvelles logiques explicatives du vote.

Pour nourrir notre propos, nous prendrons appui sur la littérature scientifique relative au sujet, sur les résultats électoraux et les données sociodémographiques à l'échelle des départements et des communes depuis les années 1960. La première partie (les années 1960-1980) sera consacrée à la présentation de l'ancrage historique des gauches dans les deux anciennes régions fusionnées dans un contexte de relative stabilité des écosystèmes socio-économiques régionaux et des réseaux partisans. Dans une deuxième partie, nous insisterons sur les effets de la nationalisation des votes et sur la tripartition de l'espace politique occitan imputable à l'émergence du Front national. Enfin, dans une dernière partie, nous évoquerons la question de la « culture politique » à l'échelle des territoires en interrogeant les effets conjoints de la métropolisation, de la périurbanisation et des nouvelles ruralités.

L'ancrage des gauches en Occitanie

Bien que le processus de nationalisation de la vie politique et électorale soit en marche dès les années 1960, ses effets électoraux sont longtemps restés timides dans les deux ex-régions d'Occitanie. Celles-ci ont longtemps été parmi les plus typiques sur le plan électoral. À l'exception de quelques zones rurales en Aveyron et en Lozère, ce sont globalement les gauches (socialiste, radicale et communiste) qui, au cours des années 1960 et 1970, ont largement dominé ce vaste territoire. Si les origines de cet ancrage socio-politique, d'abord porté par le mouvement radical, remontent à la fin du XIX^e siècle, et notamment à la première décennie d'établissement de la Troisième République (Pambenel, 1986 ; Winock, Berstein, 2008), l'entre-deux-guerres voit s'affirmer ces courants dominants tant en Midi-Pyrénées qu'en Languedoc-Roussillon.

L'Occitanie communiste

Dès les années 1960 jusqu'au début des années 1980, le Parti communiste français (PCF) détient essentiellement ses zones de force dans l'ancienne région Languedoc-Roussillon, avec un ancrage solide dans de nombreuses communes du pourtour méditerranéen et dans les bassins industriels à forte présence ouvrière (Mischi, Streith, 2004). Il est peu présent en Midi-Pyrénées à quelques exceptions près : la région minière de Carmaux dans le Tarn, quelques communes rurales d'Ariège et des Hautes-Pyrénées. De ce point de vue, le département du Gard en a été un territoire emblématique. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1981, le candidat communiste, Georges Marchais, y devance le futur président de la République, François Mitterrand (25,1 % contre 24,2 % des voix), comptant dix points de plus que son score national. Le Gard est alors le troisième département français, derrière la Seine-Saint-Denis et les Bouches-du-Rhône, département provençal voisin, à accorder la plus grande part des suffrages au candidat communiste. Trois ans plus tôt, les quatre députés gardois élus à l'issue des élections législatives de 1978 appartenaient tous au PCF.

Cette réussite des candidats communistes reposait, pour une large part, sur la forte densité ouvrière du département : à la fin des années 1960, 42 % des actifs sont ouvriers²². Ces ouvriers appartenaient au moins autant au secteur viticole, prédominant dans le monde agricole, qu'au secteur industriel (Ritaine, 1991). Certaines villes gardoises ont été particulièrement emblématiques de cet ancrage communiste. Il en va d'abord de sa préfecture, Nîmes, qui, forte de ses quelque 35 % d'ouvriers à la fin des années 1970, est restée dans le giron communiste de la Libération jusqu'à 1983, ou encore d'Alès (45 % d'ouvriers en 1968) que le PCF a dirigé de 1965 à 1989, ainsi que de nombreuses communes comprises dans son bassin houiller. Il en va également de villes de moindre importance dont certaines deviendront des zones de conquête de l'extrême droite à partir des années 2000, comme Beaucaire, dont la moitié de la population active était ouvrière à la fin des années 1960 et que le PCF a dirigée de 1959 à 1983. Pour autant, en dépit de son fort ancrage dans ce département, jamais le PCF n'a été en mesure, depuis 1950, d'y présider le conseil général, pas plus d'ailleurs que dans les autres départements de la région.

À l'exception de la Lozère, de nombreuses communes des autres départements du Languedoc-Roussillon ont également été conquises par le PCF. Elles

comptaient alors une forte proportion d'ouvriers des secteurs industriel et viticole. C'est le cas notamment de plusieurs villes héraultaises, comme Sète dirigée par le PCF de 1959 à 1983 ou Béziers qui élit l'ancien ouvrier agricole et député communiste Paul Balmigère à la fin des années 1970, ou bien encore Elne, dans les Pyrénées-Orientales, dirigée par le PCF de 1965 jusqu'au début des années 1980²³ et Cabestany conquise en 1977 par Jean Vila (Vila, 2019)²⁴. Au seuil des années 1960, le PCF bénéficie encore des retombées de son rôle dans la Résistance et de son image nationale de parti ouvrier. Il apparaît aussi en Languedoc-Roussillon défenseur du prolétariat agricole et de la petite propriété viticole.

L'Occitanie radicale

Dans les années 1960 et 1970, le Parti radical est la deuxième grande force partisane dans les territoires d'Occitanie. Néanmoins, à l'inverse de son partenaire et concurrent communiste, c'est bien plus dans les territoires de Midi-Pyrénées que l'ancrage politique du Parti radical a été, et de très loin, le plus manifeste, bien que quelques territoires du Languedoc-Roussillon aient également connu une influence radicale, comme à Béziers (Nicolas, 2004a ; Sagnes, 2008). Quatre départements ont constitué des terres de conquêtes anciennes du mouvement radical français, jusqu'à en être constitutif d'une tradition politique majeure : le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. Tout au long de ces années, les présidences de leurs conseils généraux sont systématiquement restées dans le giron radical, preuve que ce parti politique bénéficiait alors d'un fort ancrage de ses représentants locaux.

Cette très bonne implantation régionale peinait toutefois à trouver une résonance nationale, malgré l'élection régulière de quelques députés radicaux. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 1981, seul le Tarn-et-Garonne accorde au candidat du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), Michel Crépeau, un score significatif (5,9 % contre une moyenne nationale à 2,2 %). Ce département vient alors au troisième rang national des suffrages exprimés.

Plus encore que leurs homologues communistes, ici aussi, l'enracinement du mouvement radical a eu partie liée avec la constitution de notables (Berstein, 1980 ; Ranger, 1964). C'est le cas de Robert Fabre, fondateur et président du MRG de 1972 à 1978²⁵. Il en va également de la famille Baylet dans le Tarn-et-Garonne et du rôle de la presse locale, notamment de la *Dépêche du Midi*

dans l'entretien du réseau partisan radical sur le plan régional (Pambenel, 1986). Toutefois, tout au long de ces deux décennies, le Parti radical connaît un long et lent déclin qui le place progressivement en position de vassalisation dans son rapport au Parti socialiste. Force d'opposition au gaullisme, sa place dans le paysage politique régional et national se réduit alors de plus en plus aux positions électives de ses notables (Fogacci, 2015).

L'Occitanie socialiste

Au cours des décennies 1960 et 1970, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), devenue Parti socialiste en 1971, s'affirme comme la troisième force partisane tant en Midi-Pyrénées qu'en Languedoc-Roussillon. Elle n'aura de cesse d'affirmer progressivement son hégémonie au détriment des deux forces politiques citées plus haut, tantôt alliées, tantôt concurrentes. C'est ainsi que, tout au long des années 1970, la gauche socialiste va tirer avantage du programme commun conclu avec ses deux partenaires de la gauche jusqu'à s'affirmer largement prépondérante (Sagnes, 1982).

Des années 1960 à l'élection de François Mitterrand, le vote socialiste monte en puissance, rappelant une tradition bien établie dans l'ensemble des départements de la nouvelle Occitanie, à l'exception de l'Aveyron et de la Lozère. Les réseaux d'influence socialiste bénéficient à la fois d'un ancrage rural (Gilbert, 1989), notamment au sein du monde viticole languedocien (Dedieu, 1998) et d'un ancrage urbain en particulier au travers de l'installation d'une nouvelle bourgeoisie de fonction (Alliès, 1991). Fort de la généralisation de ces ancrages locaux, la plupart des conseils généraux sont tenus par une majorité relative d'élus socialistes.

Lors de l'élection présidentielle de 1974, François Mitterrand réunit dès le premier tour plus de la moitié des suffrages exprimés dans sept des treize départements d'Occitanie, alors que cette situation ne concerne que 15 % des départements métropolitains. À l'exception de l'Aveyron et de la Lozère, il recueille en moyenne au premier tour 50,2 % des suffrages exprimés et 56,4 % au second tour, deux résultats qui le situent sept points au-dessus de sa moyenne nationale. L'Ariège et l'Aude sont alors les deux départements à enregistrer le plus fort plébiscite en faveur du candidat socialiste. En cela, l'élection présidentielle de 1974 confirme le succès déjà rencontré par François Mitterrand lors de celle de 1965 (Sagnes, 1982)²⁶. À l'époque, le Parti

socialiste rencontre aussi un net succès lors des élections législatives. Ainsi, au sortir de la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle en 1981, les élections législatives envoient à l'Assemblée nationale 36 députés de gauche, contre seulement cinq de droite. Parmi ces députés de gauche, les deux tiers sont socialistes.

Les droites en Occitanie

Dans les années 1960 et 1970, la droite est très largement minoritaire dans l'Occitanie d'aujourd'hui. À l'exception de quelques poches bien localisées, on la retrouve surtout en Aveyron et en Lozère. Ces deux départements ruraux en voie de dépeuplement²⁷ représentent alors deux tendances au sein de la droite française. Ils sont aussi à l'époque parmi les départements les plus catholiques en France (Fourquet, Le Bras, 2014). En Aveyron, il s'agit plutôt d'un courant de centre-droit, dont le Mouvement républicain populaire (MRP) a été l'incarnation. Ce courant cohabite d'ailleurs avec une influence radicale *via* l'ancrage à l'ouest du département de Robert Fabre. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 1974, Jean Lecanuet y réalise 24 % des suffrages exprimés, contre une moyenne nationale de 15,6 %. La Lozère est, quant à elle, davantage représentative de la droite conservatrice (Pourcher, 2017). Il faudra attendre 1997 pour y voir la première élection d'un député de gauche, Jean-Claude Chazal (PS). Deux principaux partis politiques animent la vie politique lozérienne : le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) qui détient Mende, la préfecture, ainsi que la Fédération nationale des républicains et indépendants (FNRI) qui traduit l'influence grandissante de Valéry Giscard d'Estaing sur les campagnes et petites villes lozériennes²⁸.

De fait, les résultats obtenus par les candidats de droite dans ces deux départements dénotent fortement avec le reste des territoires de leur région respective. Ainsi, au second tour de l'élection présidentielle de 1974, Valéry Giscard d'Estaing est majoritaire en Aveyron (56,6 % des suffrages exprimés) mais surtout en Lozère (64,3 %), alors que les onze autres départements accordent une majorité, souvent très confortable, à François Mitterrand. De même, au second tour de l'élection présidentielle de 1981, si François Mitterrand recueille respectivement 48 % et 41 % des suffrages exprimés en Aveyron et en Lozère, il en comptabilise en moyenne 59 % dans les onze autres départements. Hors de ces deux départements, en l'absence de traditions

politiques bien établies, qu'elles soient d'inspiration gaulliste ou démocrate-chrétienne, les progrès électoraux de la droite seront essentiellement liés à des opportunités locales et à un rapport distancié à l'égard des étiquettes partisanses (Négrier *et al.*, 2016). Au demeurant, c'est notamment par la conquête des grandes villes que la droite progressera : Montpellier dès 1959, Béziers en 1965, Narbonne et Toulouse en 1971.

Quid de l'extrême droite dans ce panorama politique ? Force est d'abord de reconnaître qu'à l'instar de ce qui s'observe à l'époque sur l'ensemble du territoire national, les partis politiques d'extrême droite sont très minoritaires dans les urnes. Toutefois, lors de l'élection présidentielle de 1965, le candidat d'extrême droite, Jean-Louis Tixier-Vignancour, réalise ses meilleurs résultats sur le littoral méditerranéen et le Sud-Ouest. Il double son score national dans les Pyrénées-Orientales et l'Hérault, avec respectivement 10,4 % et 11,3 % des suffrages exprimés²⁹. D'une manière générale, c'est surtout dans les espaces où se sont établis les Français rapatriés d'Algérie qu'il obtient ses meilleurs résultats, c'est-à-dire dans les communes du littoral méditerranéen et dans la vallée de la Garonne, sans que l'on puisse y trouver une quelconque correspondance avec les espaces du mouvement poujadiste du début des années 1950 (Arpaillage, Cheylan, 1995, p. 35-36). Cet épisode mis à part, jusqu'au milieu des années 1980, la résonance des candidats d'extrême droite s'établit à un niveau très marginal dans l'ensemble des territoires de l'actuelle Occitanie.

Nationalisation des votes et tripartition de l'espace politique occitan

À partir des années 1980, ce panorama politique général va profondément évoluer sous les effets conjoints de la nationalisation des comportements électoraux et des évolutions sociodémographiques observables au plan régional. Ces transformations vont alors bénéficier à la droite et à l'extrême droite, en particulier en Languedoc-Roussillon, où la décomposition politique des réseaux partisans de gauche a été beaucoup plus prononcée.

La gauche marque le pas... la droite apparaît

Au cours des années 1980 et 1990, tandis que le Parti socialiste va progressivement asseoir sa domination sur les positions locales, le plus souvent au détriment de ses deux alliés, radicaux et communistes, il va en revanche marquer le pas lors des élections nationales dans plusieurs départements

autrefois largement acquis à la gauche. Ainsi, lors de l'élection présidentielle de 1988, paradoxalement dans un contexte de victoire nette de la gauche au plan national, le président sortant, François Mitterrand, va enregistrer des résultats en deçà de sa moyenne nationale dans trois départements du Languedoc-Roussillon historiquement ancrés à gauche : le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales. Pourtant, au second tour de l'élection présidentielle de 1981, François Mitterrand y avait recueilli des suffrages supérieurs de sept points à sa moyenne nationale. Désormais, à l'exception du scrutin présidentiel de 1995, au second tour des élections présidentielles, dans ces trois départements du littoral méditerranéen, les candidats de la gauche réaliseront des résultats systématiquement inférieurs à leur moyenne nationale. En Languedoc-Roussillon, seul le département de l'Aude a mieux résisté au déclin du Parti socialiste, bien que l'écart à la moyenne nationale y soit beaucoup moins fort que dans les années 1970.

Au sein des trois départements littoraux, les pertes socialistes s'expliquent, pour partie et dans un premier temps, par le début du long déclin du vote communiste dont les reports de voix avaient souvent assuré la victoire des candidats socialistes. De ce point de vue, le Gard relève d'un cas d'école. Troisième département français à accorder le plus de soutien à Georges Marchais en 1981, le Gard n'est plus que neuvième en 1995 (12,8 % en faveur de Robert Hue), treizième en 2002 (5,1 % en faveur de Robert Hue) et dix-neuvième en 2007 (2,9 % en faveur de Marie-Georges Buffet). De même, à partir des élections municipales de 1983, les bastions communistes tombent les uns après les autres : Sète en 1983, Alès en 1989 ou Nîmes en 1995. L'important reflux du Parti communiste est à mettre en lien avec l'effacement de la classe ouvrière : en 1999, le Gard ne comptait déjà plus que 24 % d'ouvriers. Ce reflux s'explique pour partie par l'effacement des structures traditionnelles du vignoble de masse et de la coopérative au profit d'une viticulture de qualité qui nécessite moins de main-d'œuvre faiblement qualifiée (Genieys, 1998). C'est finalement plutôt dans les départements les plus ruraux que l'héritage communiste va le moins se tarir, comme en Hautes-Pyrénées et en Ariège, ce qui, sur la période la plus contemporaine, ne sera pas sans lien avec les succès rencontrés par la France Insoumise. En effet, sur les trois députés de la France insoumise élus lors des élections législatives de 2017 en

Occitanie, deux l'ont été en Ariège. Ils sont d'ailleurs les deux seuls députés du département.

À partir des années 1980, la droite parvient à tirer profit de contextes nationaux qui lui sont favorables (élections régionales de 1986 et de 1992, élections législatives de 1993) pour renforcer ses positions sur l'ensemble de la région Occitanie, mais surtout en Languedoc-Roussillon. Sa progression se manifeste particulièrement lors des élections municipales à travers la conquête de villes importantes (Perpignan, Carcassonne) qui s'ajoutent à celles conquises dans les années 1970. Les victoires de la droite concernent aussi des villes de tradition populaire comme Sète, Alès ou encore Nîmes. La droite va y renforcer ses positions. La droite progresse aussi sensiblement dans de nombreuses communes de villégiature du littoral méditerranéen, à l'image de La Grande-Motte³⁰ et de la côte roussillonnaise au bénéfice du développement d'une « France des propriétaires » (Négrier, Jourda, 2008) qui correspond à des segments de la population électorale présentant une certaine porosité idéologique entre droite et extrême droite. Le modèle est celui du littoral provençal et azuréen plus embourgeoisé. Au milieu des années 2000, c'est notamment dans ces communes littorales que Nicolas Sarkozy va réaliser ses meilleurs résultats.

Au sortir des élections municipales de 2014, parmi les communes de plus de 3 500 habitants du Languedoc-Roussillon, on compte désormais autant de communes dirigées par la droite (64) que par la gauche (65), les communes de droite administrant d'ailleurs un plus grand nombre d'habitants (Négrier, 2014). La progression de la droite est notable dans le périurbain des grandes agglomérations (Négrier, Jourda, 2008). Pour autant, jusqu'à aujourd'hui, la grande majorité des conseils départementaux sont restés socialistes en Languedoc-Roussillon. En revanche, aux élections régionales de 1986 et de 1998, en vertu d'une collusion entre les élus de la droite gouvernementale et ceux du Front national (FN) – force politique alors montante en Languedoc-Roussillon –, la région va rester gouvernée par la droite, sous la présidence de Jacques Blanc (Union pour la démocratie française) entre 1986 et 2004.

En Midi-Pyrénées, la progression de la droite est beaucoup plus timide, à l'exception de quelques grandes villes conquises au cours des années 1970 et 1980. Ce sont plutôt les rapports de forces entre Parti socialiste et Parti radical qui ont tourné largement en faveur du premier. Dans les années 2000, le

conseil départemental des Hautes-Pyrénées était le dernier de la région à être présidé par un élu radical. D'une manière générale, dans les deux anciennes régions, entre 1981 et 2012, le PS va progressivement conforter sa place de principal parti politique de gauche. Ainsi, à partir de 2002, dans un contexte de bipartisanisation de la vie politique française (Grunberg, Haegel, 2007), les députés PS vont prendre une place quasi hégémonique au sein des députés de gauche³¹.

Le Front national, nouvel acteur majeur du jeu politique occitan

Outre les succès rencontrés à l'occasion des élections européennes de 1984, la véritable percée du Front national intervient lors des élections législatives et régionales de 1986. Parmi les 35 députés FN alors élus en France, deux d'entre eux l'ont été dans l'Hérault et dans les Pyrénées-Orientales. C'est surtout dans le cadre des élections régionales en Languedoc-Roussillon que l'influence du FN va le plus se faire sentir. En effet, en obtenant huit sièges au conseil régional, les élus FN vont être courtisés avec succès par le leader de la droite, Jacques Blanc, alors membre de l'UDF, pour empêcher la gauche, majoritaire en nombre d'élus, d'obtenir la majorité absolue (Birenbaum, 1987 ; Secondy, 2008)³². La même situation se reproduira en 1998. Ainsi, c'est en tirant profit d'une vague nationale favorable à la droite, notamment en 1986 et en 1992, et d'alliances électorales conclues avec le Front national que la droite languedocienne va, pendant près de vingt ans, être en mesure de gouverner la région pourtant majoritairement orientée à gauche.

De nos jours, à l'exception du Tarn-et-Garonne, les départements où le RN³³ obtient ses meilleurs résultats nationaux sont situés dans quatre départements du Languedoc-Roussillon. Au premier tour des différentes élections présidentielles des années 1980 et 1990, Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine Le Pen y obtiennent systématiquement un résultat nettement supérieur à leur moyenne nationale. Dans le Gard, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, le vote RN est désormais bien ancré. En 1974, le candidat FN y obtenait un score à peu près aussi faible qu'au niveau national (entre 0,9 % et 1,3 % des suffrages). Mais, dès l'élection présidentielle de 1988, il progresse très significativement, jusqu'à plus de 20 % des suffrages, soit en moyenne sept points de plus qu'au niveau national³⁴. Le pourtour méditerranéen, provençal et languedocien, devient alors sa terre d'excellence. Ce parti politique ne cessera de progresser au

cours des deux décennies suivantes³⁵. Sur la période la plus contemporaine, le RN parvient parfois à s'affirmer comme la première force politique sur le plan communal, voire départemental. Ainsi, en 2002, dans le Gard, le candidat FN arrive très largement en tête au premier tour (25 % des suffrages). De tous les départements français, il est alors celui où l'écart entre les deux premiers candidats est le plus fort : Jacques Chirac n'y réalise en effet que 15,1 % des suffrages exprimés.

Depuis une quinzaine d'années, cette progression du vote FN se double d'un ancrage local. De ce point de vue, les élections municipales de 2014 ont vu la victoire de listes FN dans quelques communes importantes, comme à Beaucaire, ancienne place forte du PCF. À Béziers, Robert Ménard, soutenu par le FN, l'a également emporté³⁶. Plusieurs autres communes au sein desquelles le FN avait obtenu des résultats prometteurs en 2014 deviennent des priorités du RN lors des élections municipales de 2020. Il en va notamment de Perpignan dans les Pyrénées-Orientales où Louis Aliot l'a aisément emporté, de Vauvert dans le Gard (48,42 % pour le candidat du RN, Jean-Louis Meizonnet, au second tour), ou de Frontignan dans l'Hérault (41,98 % pour le candidat du RN, Gérard Prato, au second tour). Le RN ne pourra finalement conquérir ces deux communes. Ce succès du RN en Languedoc-Roussillon confirme celui des élections départementales et régionales de 2015. Sur les treize départements d'Occitanie, au premier tour des élections départementales, le FN était en tête dans le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales, respectivement, avec 41,9 %, 36,4 % et 34,5 % des suffrages exprimés³⁷. Dans les deux premiers départements, cinq cantons sont finalement conquis, le plus souvent avec une nette avance, par un binôme du RN : les trois cantons de la ville de Béziers (Hérault), ceux de Beaucaire et de Vauvert (Gard). Un des arguments avancés pour la fusion les deux anciennes régions relevait pourtant de la volonté du pouvoir central socialiste de mettre un frein à la poussée du vote d'extrême droite en Languedoc-Roussillon et assurer une majorité de gauche au futur conseil régional.

Face à la forte progression du RN dans les départements littoraux du Languedoc-Roussillon, le vote d'extrême droite reste cependant plus limité en Midi-Pyrénées. Sa progression s'est faite au même rythme qu'au niveau national. Il n'y a donc pas eu, à proprement parler, de « rattrapage » à l'échelle de la grande région. Aujourd'hui, à l'exception du Tarn-et-Garonne³⁸, les

résultats obtenus par le RN y restent en deçà de sa moyenne nationale. Toutefois, plus que les partis politiques de la droite gouvernementale, c'est le RN qui profite aujourd'hui du déclin de la gauche. Pour preuve, aux dernières élections régionales, la liste FN a devancé la liste LR dans trois quarts des communes d'Occitanie de plus de 3 500 habitants (Négrier *et al.*, 2016).

Depuis les années 1990, on constate que globalement, le RN est parvenu à renforcer ses zones de conquête historique, qu'il s'agisse de la Petite Camargue gardoise, du périurbain perpignanais, du Tarn ou du Tarn-et-Garonne. Cependant, le parti frontiste ne s'est pas contenté de renforcer ses positions, il a aussi conquis des territoires où il était auparavant largement absent. Sa progression territoriale s'est diffusée à partir de la bande littorale autour du pôle perpignanais à l'ouest et du pôle gardois à l'est. De ce point de vue, le RN a donc étendu son influence à des communes du couloir languedocien où la droite est historiquement peu représentée, comme dans l'Aude, mais aussi dans plusieurs villes et communes périurbaines (Huc *et al.*, 2018). Le vote RN s'étale aujourd'hui du nord de l'Hérault au Tarn et rejoint la vallée de la Garonne. Si le RN a une prédilection pour les communes de taille intermédiaire, entre 3 500 et 10 000 habitants, une de ses forces est de rencontrer un écho aussi bien dans les communes dirigées par la gauche que celles dirigées par la droite (Négrier, 2012) et de se glisser progressivement dans les plus grandes comme les plus petites communes de l'espace rural. En cela, le RN témoigne de sa capacité à amalgamer différents segments de l'électorat. Taux de chômage élevé, faiblesse des revenus et faible niveau de diplôme sont des critères qui rapprochent ces différents territoires prompts à accorder un soutien important aux candidats du RN.

Les nouveaux clivages territoriaux

Ces perturbations de l'ordre politique et électoral traditionnel ont partie liée avec des phénomènes sociopolitiques nationaux plus profonds auxquels il est difficile d'échapper. D'un côté, plusieurs indicateurs montrent une forme d'homogénéisation des comportements électoraux. C'est dans ce contexte que s'impriment les soubresauts de la vie politique nationale auxquels la région n'échappe pas. Par ailleurs, plusieurs tendances électorales contemporaines nous invitent à distinguer les différents territoires selon leur degré d'urbanisation et leur distance aux métropoles.

Les cultures politiques régionales à l'épreuve de la nationalisation des votes

En premier lieu, on peut difficilement nier un rapprochement des tendances électorales à l'échelle des différents départements au cours des quarante dernières années, notamment en ce qui concerne les partis politiques gouvernementaux. Au second tour de l'élection présidentielle de 2012, en Ariège, département occitan qui avait accordé le plus fort soutien à François Hollande, le candidat socialiste avait recueilli 64,7 % des suffrages exprimés, soit bien plus que la moyenne régionale (55,7 %) ou nationale (51,6 %). Lors de ce même scrutin, la Lozère, terre d'ancrage historique de la droite, avait accordé la moitié de ses suffrages à François Hollande³⁹. Pourtant, au second tour de l'élection présidentielle de 1974, l'écart de voix qui séparait ces deux départements – lesquels se situaient déjà aux deux extrêmes du vote en faveur de François Mitterrand – était alors infiniment plus fort : 63,5 % en Ariège, pour seulement 35,7 % en Lozère. Mieux, à l'occasion des élections départementales de 2015, en dépit d'un contexte national défavorable à la gauche, la Lozère est, paradoxalement, le seul département français à basculer à gauche. Par ailleurs, lors de l'élection présidentielle de 2012, l'Aveyron, autre département de tradition politique de droite, avait voté à 54,4 % en faveur de François Hollande. Ce département est alors le huitième de la région à accorder le plus fort soutien à l'ancien président de la République.

La tendance tout au long d'une quarantaine d'années est ainsi au rapprochement des départements quant à la distribution des votes et des courants politiques. Dans les départements littoraux, la gauche a chuté, fortement concurrencée par la droite et l'extrême droite. Les départements installés de longue date dans un vote très majoritaire à gauche sont de moins en moins nombreux. Seuls l'Ariège, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées et le Lot, aux visages différents cependant, demeurent des terres d'ancrage de la gauche : depuis 1974, aux seconds tours des élections présidentielles, l'écart en faveur du candidat de gauche y est resté constamment autour de 8 points supérieur à la moyenne nationale.

La séquence électorale de 2017 confirme, si besoin était, la nationalisation de la vie politique et électorale. Au premier tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron obtient dans les différents départements d'Occitanie des

résultats qui se situent dans sa moyenne nationale. Son meilleur score est enregistré dans le Lot (26,7 %) et ses plus mauvais scores dans le Gard et les Pyrénées-Orientales (18,8 % et 18,5 %, respectivement). Dans ces deux départements, son moindre résultat est fortement corrélé au poids électoral de la candidate du RN, qui y réalise respectivement 29 % et 30 % des suffrages exprimés, ses deux meilleurs résultats dans la région⁴⁰.

De même, le vote en faveur de Benoît Hamon est loin de refléter la tradition socialiste, tant en Midi-Pyrénées qu'en Languedoc-Roussillon. Il ne fait pas mieux qu'au niveau national et tout au plus enregistre-t-il des résultats un peu moins décevants en Haute-Garonne (8,4 %) ou dans le Gers (8 %), contre une moyenne nationale à 6,4 %. Ici, comme en France, l'électorat identifié comme fidèle au vote socialiste a certainement basculé en faveur d'Emmanuel Macron ou de Jean-Luc Mélenchon.

Par ailleurs, aux élections législatives de 2017, la vague « macroniste » a été aussi forte en Occitanie qu'en France. En effet, les candidats LREM l'ont très largement emporté. Sur l'ensemble de la région Occitanie, ils occupent désormais 33 des 49 sièges, soit 67 % des sièges contre une moyenne de 54 % à l'Assemblée nationale. Sur les 38 députés socialistes sortants d'Occitanie, seuls trois ont été reconduits (Gers, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne)⁴¹. Finalement la seule micro-résistance du PS s'est retrouvée en Midi-Pyrénées. On y retrouve également un député radical (Hautes-Pyrénées) et deux députés FI (Ariège). En Languedoc-Roussillon, la débâcle du PS est plus patente encore. Aucun député PS sortant n'y est réélu, y compris dans l'Aude et l'Hérault, ce qui n'est pas la moindre des déconvenues. Ces deux départements ont en effet longtemps abrité parmi les plus importantes fédérations départementales du PS. L'opposition dominante en Languedoc-Roussillon est aujourd'hui le fait du RN qui compte trois députés (Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales). D'ailleurs, lors des élections législatives de 2017, en Languedoc-Roussillon, la grande majorité des seconds tours ont opposé un candidat LREM à un candidat du RN, alors que cette configuration ne concerne qu'une minorité de cas dans l'ancienne région Midi-Pyrénées (Huc *et al.*, 2018). La France insoumise par sa députée élue à Montpellier fait figure de dernier rempart de gauche, alors que le député LR de Lozère traduit par son élection une relative stabilité électorale dans ce département. On ne saurait toutefois conclure à un changement définitif de ces nouveaux rapports de forces

politiques sur le plan régional, comme d'ailleurs au plan national. Les prochaines élections départementales et régionales, mais plus encore les échéances nationales de 2022, devraient, *a priori*, aider à stabiliser ces équilibres, ou bien ouvrir de nouvelles perspectives.

Ruralité, périurbanité et métropoles

La nationalisation des comportements électoraux signifierait-elle que les différents territoires ne seraient désormais plus porteurs d'une quelconque subculture politique, à l'exception peut-être des zones les plus rurales de l'arrière-pays où la tradition socialiste – comme celle de droite d'ailleurs – reste davantage présente (Négrier, Jourda, 2008) ? Dans quelle mesure les évolutions électorales observables nous invitent-elles à envisager d'autres manières d'appréhender la variable territoriale ? De ce point de vue, une approche, que l'on pourrait qualifier d'écologique, conjuguant la mobilisation des variables sociodémographiques des différents territoires et la situation en termes de distance à la ville-centre nous semble particulièrement heuristique. En effet, on peut aujourd'hui distinguer les votes en fonction de différents types de territoires, lesquels renseignent à la fois sur les groupes sociaux dominants et sur les conditions de résidence.

À l'instar de ce qui s'observe pour le reste du pays, en Occitanie, à l'échelle des communes, on remarque une nette corrélation entre le niveau de diplôme, le taux de chômage et le soutien électoral enregistré par les candidats du RN. Cette corrélation prend une vigueur supplémentaire si on la conjugue à des indicateurs de périurbanité. De manière certes un peu réductrice, nous distinguerons ici trois principaux types de périurbanité : la périurbanité choisie correspond essentiellement aux classes moyennes et supérieures ; la périurbanité subie est essentiellement le fait des classes les plus populaires qui abandonnent un espace urbain central peu à même de satisfaire leur désir de promotion sociale et de respectabilité (fermeture de services sociaux et de magasins, perte de lien social) ; et enfin la périurbanité contrainte est surtout liée aux classes populaires soucieuses de quitter les quartiers de HLM, mais dont les moyens financiers limités ne leur permettent pas d'acquérir un espace de vie idéal. Leurs pavillons ou appartements en résidences collectives, la plupart du temps éloignés de leur lieu de travail, sont de petite taille, souvent exposés à certaines nuisances : pollution industrielle, mauvaise desserte en

transports publics et réputation sécuritaire souvent inquiétante. Or, c'est précisément au sein de ces deux dernières catégories de périurbanité généralement distantes de quelques dizaines de kilomètres de la ville-centre, que le vote en faveur des candidats du RN a considérablement augmenté au cours des vingt dernières années. L'observation d'un vote RN plus fort dans les villes de périurbanité subie et / ou contrainte souligne ainsi la probable influence de la perception de la condition résidentielle de ses habitants, laquelle s'ajoute aux variables socioculturelles classiques, dans la formation du choix électoral : faiblesse des espaces de sociabilité, disparition de magasins de proximité au profit de grandes surfaces, repli sur la sphère familiale, mais aussi précarité financière liée parfois au coût de la distance pour aller travailler et à la dépendance à la voiture (Huc, 2019). Le développement de ces dynamiques de périurbanisations complexes aide ainsi à comprendre la progression électorale du parti d'extrême droite dans la périphérie de nombreuses grandes villes d'Occitanie, sans pour autant verser dans un déterminisme socio-territorial qui laisserait peu de place aux considérations idéologiques.

Ce type d'approche permet également de rendre compte du vote contemporain observable dans les métropoles. Les tendances électorales y sont d'autant plus importantes à prendre en compte qu'au cours des vingt dernières années, la moitié de la croissance démographique de la région s'explique par la dynamique des seules aires urbaines des deux métropoles régionales, Toulouse et Montpellier⁴². Au-delà de leur situation politique sur le plan municipal (Montpellier est dirigée par la gauche depuis 1977, tandis que Toulouse a été plus souvent dirigée par la droite que par la gauche), on y observe une même structuration générale des votes lors des élections nationales au cours des quinze dernières années. Cette situation n'est d'ailleurs pas propre à ces deux villes, puisqu'elle se retrouve dans la grande majorité des villes françaises de taille comparable⁴³.

Qu'observe-t-on sur le plan électoral dans ces deux métropoles depuis quinze ans ? D'une manière générale, de nos jours, le vote FN puis RN y est en déclin régulier et se situe à un niveau très modeste. Ce phénomène contribue d'ailleurs à limiter le vote moyen du RN dans leurs départements respectifs, la Haute-Garonne et l'Hérault, tandis qu'il augmente dans l'arrière-pays. À Montpellier, Marine Le Pen recueille au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 13,3 % des suffrages exprimés (13,6 % en 2012), tandis

que dans l'Hérault son score était pratiquement le double. À Toulouse, en 2017, la candidate RN en recueille 9,4 % (et 10,3 % en 2012), tandis qu'en Haute-Garonne elle en recueille 17 %, soit, là encore, pratiquement le double⁴⁴. Comme l'indique le tableau ci-après, cette tendance est encore plus nette si on portait uniquement la focale sur les bureaux de vote des centres-villes, là où se concentrent les populations les mieux dotées en ressources économiques et culturelles. D'une manière générale, depuis vingt ans, le vote FN s'est progressivement déplacé vers les deuxième et troisième couronnes des centres-villes des deux métropoles régionales⁴⁵.

Tableau 3. Résultats au premier tour des élections présidentielles de 2012 et de 2017 (en pourcentages des suffrages exprimés).

| | Le Pen 2012 | Hollande 2012 | Mélenchon 2012 | Le Pen 2017 | Macron 2017 | Mélenchon 2017 |
|---------------------------------|-------------|---------------|----------------|-------------|-------------|----------------|
| Montpellier | 13,6 % | 35 % | 15,7 % | 13,3 % | 24,7 % | 31,5 % |
| Centre-ville Montpellier | 9 % | 34,5 % | 18,1 % | 7,4 % | 26,3 % | 32,5 % |
| Toulouse | 10,3 % | 34,4 % | 13,4 % | 9,4 % | 27,3 % | 29,2 % |
| Centre-ville Toulouse | 8,7 % | 32,4 % | 15,3 % | 4,7 % | 28,9 % | 25,4 % |
| Occitanie | 19,6 % | 29,3 % | 13,2 % | 23 % | 22,3 % | 22,1 % |
| France | 17,9 % | 28,6 % | 11,1 % | 21,3 % | 24 % | 19,6 % |

À rebours de ce qui est observé pour le Front national, lors de la dernière élection présidentielle, deux candidats ont obtenu des résultats significativement plus élevés dans les métropoles de Toulouse et de Montpellier : Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron. À Montpellier, ces deux candidats recueillaient au premier tour 56,2 % des suffrages et 56,5 % à Toulouse, contre une moyenne française à 43,6 % et une moyenne régionale à 44,4 %. À Montpellier, Jean-Luc Mélenchon obtient 31,5 %, contre une moyenne française à 19,6 % et une moyenne régionale à 22,1 %. Dans le centre-ville, son score gagne un point supplémentaire. À Toulouse, le candidat de la France insoumise obtient 29,2 %. Déjà en 2012, ses résultats dans ces deux métropoles étaient significativement supérieurs à sa moyenne nationale, et ce, malgré un score élevé en faveur de François Hollande dès le premier tour. En 2017, c'est d'ailleurs dans la circonscription couvrant la majorité de la ville

de Montpellier que la seule députée FI du département, Muriel Ressiguier, a été élue à l'occasion des dernières élections législatives. En somme, le vote de gauche est désormais nettement majoritaire dans ces métropoles lors des élections nationales. Enfin, le qualificatif de « Emmanuel Macron candidat des villes » lors de la dernière élection présidentielle trouve une réalité dans les suffrages que ce dernier a obtenus dans les deux métropoles régionales. Dans ces deux villes, ses meilleurs résultats concernent les quartiers les plus aisés, notamment dans le centre-ville (Audemard, Buton, Gouard, 2017)⁴⁶.

La situation est en revanche différente pour les villes moyennes, celles comptant entre 20 000 et 100 000 habitants, davantage soumises aux subcultures politiques locales. Plusieurs villes du littoral ou de territoires déjà marqués par l'ancrage du FN (Béziers, Frontignan, Agde, Lunel, Perpignan) ont accordé un soutien élevé à Marine Le Pen lors de la dernière élection présidentielle. Si le score de la présidente du RN est beaucoup moins élevé à Auch (13,6 %) ou Rodez (11,6 %), cela tient certainement à l'absence de tradition d'extrême droite dans le Gers et en Aveyron. Pour d'autres villes importantes comme Blagnac (13 %) dans la banlieue toulousaine, le faible score du RN s'explique largement en raison du haut niveau socioculturel moyen de la population. C'est aussi la raison qui explique qu'Emmanuel Macron y enregistre un score de 30,6 % au premier tour, comme à Rodez d'ailleurs. Enfin, on ne doit pas non plus considérer que l'héritage ouvrier a totalement disparu. Ainsi, le score de 26,3 % obtenu par Jean-Luc Mélenchon à Alès dans le Gard trouve certainement une partie de son explication dans le passé ouvrier-communiste de l'ancienne cité minière.

Conclusion

Les territoires couvrant l'actuelle région Occitanie ont longtemps présenté une certaine singularité politique et électorale : faiblesse idéologique de la droite, longue hégémonie de la gauche, ou plutôt des gauches, puisque, de ce point de vue, les deux anciennes régions ont été marquées par l'héritage de courants politiques contrastés. Pour autant, ces mêmes territoires ont ensuite connu des évolutions semblables aux autres régions françaises, telles que la nationalisation des votes et le développement électoral de l'extrême droite.

Aussi, de nos jours, la structuration territoriale des votes y obéit globalement aux mêmes logiques que celles qui sont à l'œuvre dans les autres espaces

territoriaux nationaux : vote centriste et de gauche dans les plus grandes villes où la gentrification est importante, maintien relatif des allégeances électorales traditionnelles en milieu rural où se donnent à voir les dernières marques des cultures politiques traditionnelles.

Aujourd'hui comme hier, l'explication du vote en Occitanie échappe très largement au cadre politique défini par l'échelon administratif régional, d'autant que le système électoral français continue de faire du cadre départemental et du cadre communal les échelons principaux de la structuration des forces politiques régionales. De ce point de vue, la fusion des deux anciennes régions administratives n'exerce aujourd'hui aucun impact direct sur les logiques explicatives des votes.

20. Respectivement : Rémy Pech et Jacques Poumarède, Alain Alcouffe, Jean Menville, Christian Béringuier et André Boudou, Jean Estèbe, Jean-Pierre Neuman et Jean-Claude Lugan

21. Chiffres du recensement INSEE de 1962, estimations de 2018. En termes de poids électoral, le rapport entre ces deux départements était de 15,2 en 2017. La comparaison du nombre de députés dans chaque département est également révélatrice : depuis 2012, on ne compte désormais qu'un seul député en Lozère contre onze en Haute-Garonne.

22. Données du recensement INSEE de 1968.

23. Son maire, Narcisse Planas, quitte le PCF au début des années 1980. Classé ensuite « divers gauche », il restera néanmoins maire jusqu'en 1995.

24. Jean Vila, fils d'émigrés catalans de la Retirada, militant CGT à l'usine des poupées Bella, est élu maire de Cabestany à 35 ans, à la tête d'une liste d'union de la gauche (PCF, PS, MRG).

25. Au sein du milieu radical, la carrière de Robert Fabre illustre bien cette notabilisation, notamment en termes de cumul des mandats. Dans les années 1960 et 1970, à une époque où ce phénomène était infiniment plus toléré, il occupait en effet à la fois les postes de maire de Villefranche-de-Rouergue, de conseiller général et de député de l'Aveyron.

26. Lors de l'élection présidentielle de 1965, si l'on exclut l'Aveyron et la Lozère, François Mitterrand obtient en Occitanie onze points de plus que sa moyenne nationale au premier tour et quatorze points de plus au second tour.

27. En 1975, on recense encore 25 % d'agriculteurs en Aveyron et 29 % en Lozère contre une moyenne nationale de 11 % et une moyenne régionale de 17 %. Entre 1962 et 1982, l'Aveyron et Lozère perdent respectivement 3,8 % et 9,8 % de leur population. Leur déclin démographique est ancien puisqu'il s'amorce dès le début du xx^e siècle.

28. La FNRI est issue d'une scission du CNIP en 1962. Valéry Giscard d'Estaing en sera son président.

29. À l'exception de la Lozère et de l'Aveyron, tous les autres départements de la région lui accordent plus de poids électoral que ce qu'il obtient sur le plan national.

30. Cette ville est caractéristique des territoires du littoral marqués par une structuration des réseaux partisans de droite. À ce propos, voir Gouard *et al.*, 2017.

31. En 2002, 2007 et 2012, les députés PS représentent entre 90 % et 92 % des députés de gauche élus dans l'ensemble de la région Occitanie. Lors de ces trois mandatures, au niveau national, les députés PS représentaient en moyenne 77 % des députés de gauche.

32. Sur les campagnes électorales menées par Jacques Blanc, voir Pourcher, 2004.

33. Le Rassemblement national (RN) est la nouvelle dénomination du FN à partir de juin 2018.

34. En 1988, le Gard, les Pyrénées-Orientales et l'Hérault sont respectivement les 8^e, 9^e et 10^e départements français à accorder le plus fort soutien à J.-M. Le Pen.

35. À l'exception de l'élection présidentielle de 2007 au cours de laquelle beaucoup de sympathisants frontistes ont reporté leurs voix sur la candidature de Nicolas Sarkozy. Voir Mayer, 2007.

36. À l'occasion des élections législatives de juin 2017, son épouse, Emmanuelle Ménard, remporte le siège de député dans la sixième circonscription de l'Hérault, correspondant à la ville de Béziers. Lors de cette élection, elle bénéficiait du soutien du Front national, de Debout la France et du Mouvement pour la France.

37. Dans l'Aude, le résultat du RN est également particulièrement élevé (39 %), mais le parti d'extrême droite reste toutefois devancé par le PS (44,6 %).

38. Le Tarn-et-Garonne est le seul département de Midi-Pyrénées où le FN enregistrait depuis le milieu des années 1980 de bons résultats. Depuis les années 2000, ce vote y a considérablement progressé. Il est à mettre en lien avec les effets de la périurbanisation caractéristique de l'essor de l'emploi sur Toulouse. L'urbanisation autour de l'A62 est ainsi très caractéristique : cette autoroute qui dessert Toulouse par le nord, qui constitue une partie de la rocade et qui longe le vivier d'emplois constitué par Blagnac : aéroport, Airbus et ses sous-traitants. Par ailleurs, faisant partie de l'« autoroute des deux-mers », elle permet de rallier Montauban et Bordeaux en peu de temps. On a vu s'installer une petite classe moyenne dans ces communes longeant cet axe, mais qui n'ont pas bénéficié d'un développement conséquent de l'emploi. Ainsi, lors de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen y a recueilli 27 % des suffrages exprimés, soit six points de plus que sa moyenne nationale.

39. Jamais un candidat de gauche n'avait obtenu dans ce département un résultat si important. Au final, seulement une quarantaine de voix séparait Nicolas Sarkozy, en tête, de François Hollande.

40. Sur l'ensemble des départements métropolitains, les scores d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen au premier tour de la dernière élection présidentielle sont corrélés négativement à un niveau de 0,90. Il s'agit du plus fort coefficient mesuré entre deux candidats.

41. Parmi eux, trois avaient soutenu Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle et ont donc choisi l'étiquette La République En Marche (LREM) plutôt que l'étiquette PS lors des élections législatives.

42. Voir les récentes recherches menées par le Collectif de recherche sur les élections municipales et intercommunales (CREMI) sur les villes de Montpellier et de Toulouse.

43. Voir à ce propos le numéro que la revue *Métropolitiques* a consacré au vote dans plusieurs métropoles françaises à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017. En ligne : <https://www.metropolitiques.eu/Presidentielle-2017-Les-votes-des-grandes-villes-au-microscope.html> (consulté le 07/12/20).

44. En 2007, dans un contexte électoral difficile pour le FN, on remarquait déjà un soutien moins fort dans les métropoles. Ainsi, Jean-Marie Le Pen obtenait 8,8 % à Montpellier contre 13,4 % sur l'ensemble de l'Hérault, et 6,3 % à Toulouse contre 8,5 % sur l'ensemble de la Haute-Garonne.

45. Rappelons qu'à Paris, au premier tour de la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen a recueilli à peine 5 % des suffrages exprimés, se plaçant ainsi en cinquième position, avec deux fois moins de voix que le candidat la précédant, Benoît Hamon.

46. On aurait toutefois tort de considérer qu'Emmanuel Macron réalise uniquement ses meilleurs résultats en milieu urbain. En effet, il a obtenu également de très bons résultats dans plusieurs zones rurales, notamment dans le Lot et l'Aveyron.